

Les flux migratoires Entre politiques électorales et politiques économiques

Laurie Morelli-Valiquette

Lors de la dernière élection américaine, la communauté hispanique a voté à 71% pour Barack Obama contre 27% pour Mitt Romney. Représentant actuellement plus de 10% de l'électorat, contre 8% en 2004, la communauté latino-américaine détient un poids considérable en ce qui concerne les résultats des élections et influence du même coup l'attitude des gouvernements américains envers les citoyens issus de l'immigration¹. La question migratoire est de plus en plus souvent au cœur des enjeux électoraux aux États-Unis. Elle dicte également les relations avec le Mexique puisque 12 millions de personnes nées au Mexique habitaient les États-Unis en 2011². Traditionnellement, les gouvernements américains ont généralement autorisé les immigrants mexicains à traverser leurs frontières, car ils viennent combler des emplois souvent plus difficiles et moins bien rémunérés que les emplois occupés par les travailleurs nationaux. Les gouvernements mexicains, eux non plus, ne se sont jamais réellement opposés à cette fuite de travailleurs puisque le flux monétaire des émigrants aux États-Unis vers les

familles restées au pays permet de stimuler l'économie mexicaine.

Selon les époques, toutefois, certaines problématiques sociales ont motivé le gouvernement américain à restreindre ses politiques migratoires. Dans les années 1950 avec le projet «Wetback», dans les années 1960 avec les politiques de Reagan et plus récemment avec l'administration Bush, suite aux attentats du 11 septembre, les autorités américaines ont resserré leur contrôle autour de l'admission de nouveaux arrivants. Malgré ces politiques restrictives, la communauté hispanique a continué de croître aux États-Unis avec l'immigration et les natalités pour représenter 16,3% de la population américaine actuelle. Depuis 2011, on observe cependant un phénomène nouveau : les flux migratoires se sont inversés, un plus grand nombre de personnes ont quitté les États-Unis et ont migré au Mexique que l'inverse. Il est certes trop tôt pour statuer si ce phénomène constitue l'amorce d'un changement structurel au niveau des échanges de population ou si on a affaire à un épiphénomène conjoncturel vu l'abondance de facteurs pouvant influencer sur cette tendance. Toutefois, divers auteurs se sont prononcés sur la possible corrélation entre les politiques d'ouverture de marchés, la situation économique ainsi que les flux migratoires. En s'appuyant

¹ PEW RESEARCH CENTRE, *Latino voters in the 2012 election*, [En ligne], 7 novembre 2012, <http://www.pewhispanic.org/2012/11/07/latino-voters-in-the-2012-election/>. (Page consultée le 29 décembre 2012).

² PEW RESEARCH CENTRE, *Net Migration from Mexico Falls to Zero—and Perhaps Less*, [En ligne], 14 juillet 2012, <http://www.pewhispanic.org/2012/04/23/net-migration-from-mexico-falls-to-zero-and-perhaps-less/>. (Page consultée le 29 décembre 2012).

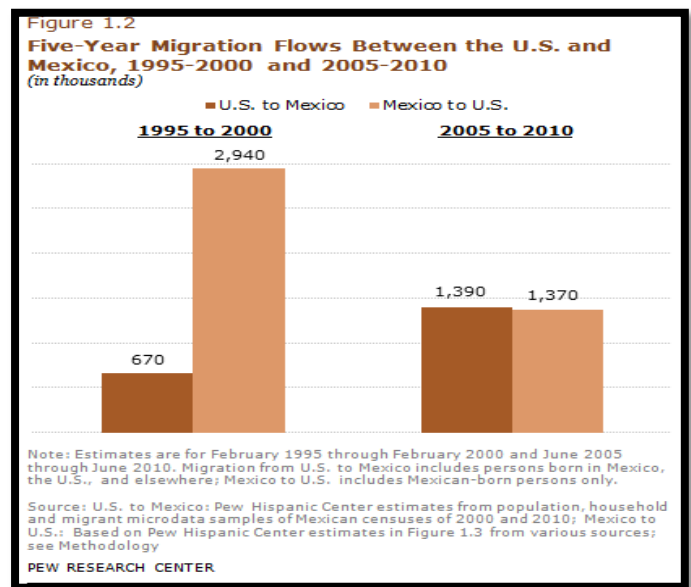
sur les chiffres du centre de recherche Pew Hispanic, cette chronique dressera en premier lieu la situation actuelle des flux migratoires entre le Mexique et les États-Unis. En deuxième lieu, un historique des politiques migratoires américaines depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui sera fait en fonction de leur impact sur l'immigration au fil du temps. En troisième lieu, un bilan de l'impact des différentes politiques économiques sur le plan social et économique sera fait dans les deux pays concernés.

Situation actuelle

Il faut savoir que le mouvement migratoire du Mexique vers les États-Unis existe depuis environ 1848, année de la perte du Texas aux mains des Américains créant ainsi une communauté mexicaine aux États-Unis. Le même phénomène se répète par la suite avec l'annexion de la Californie, qui à l'époque couvrait également les territoires du Nouveau-Mexique, du Colorado, de l'Utah, du Nevada et de l'Arizona. Toutefois, la présence de ces communautés est méconnue avant 1880. N'ayant pas de méthodes de recensement, la frontière était pratiquement ouverte³. Ce n'est vraiment qu'en 1970 que l'on prit conscience de l'importance de la communauté mexicaine aux États-Unis et des flux migratoires lorsqu'on a réalisé qu'un peu moins d'un million de migrants mexicains vivaient aux États-Unis⁴. Cette tendance s'est accentuée de telle sorte qu'en 2000, plus de 9,4 millions de personnes nées au Mexique habitaient aux États-Unis. En 2011, ils étaient 12 millions, constituant le plus grand mouvement de population inter pays du monde⁵.

Toutefois, il a été observé que le flux de population de Mexicains vers le Nord a diminué et s'est même inversé. En effet, environ 1,39 million d'entre eux sont retournés vers le Mexique entre 2005 et 2010 contre 1,37 million qui ont migrés aux États-Unis pour la même période. Selon certaines analyses provenant du gouvernement mexicain, le nombre de Mexicains quittant le pays pour le Nord

aurait diminué de près d'un million depuis 2006, une réduction globale de 60% sur la période⁶.



PEW RESEARCH CENTRE, Net Migration from Mexico Falls to Zero—and Perhaps Less, [En ligne], 14 juillet 2012, <http://www.pewhispanic.org/2012/04/23/net-migration-from-mexico-falls-to-zero-and-perhaps-less/>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

Aussi, selon le centre de recherche Pew Hispanic, en 2011, la croissance démographique de la communauté hispanique américaine aux États-Unis serait davantage expliquée par un fort taux de natalité que par une hausse de l'immigration⁷. En effet, entre 2000 et 2010, la population mexicaine vivant aux États-Unis a grandi de 4,2 millions d'individus avec l'immigration. Cependant, la population s'est agrandie de plus de 7,2 millions avec les natalités. Ainsi, les hispanophones représentent désormais 16,3% de la population des États-Unis. Selon le centre de recherche Pew Hispanic, ceux-ci devraient représenter près de 29% de la population d'ici le milieu de ce siècle.

Il est important de mentionner le fait qu'en 2011, il y avait plus de 11,2 millions de personnes qui avaient immigré illégalement aux États-Unis. De ce chiffre, plus de 58% de ceux-ci étaient Mexicains. La proportion d'immigrants

³ BERTHOLLE, Antinoë, *Mexique/États-Unis : 10 après l'ALENA*, Mémoire de fin d'études, 2005, p.5.

⁴ Les mouvements migratoires provenant du Mexique ont fluctué aussi durant la ruée vers l'or et durant la révolution mexicaine. Dans cette chronique, seuls les événements plus récents seront analysés c'est-à-dire à partir de 1930 environ.

⁵ LA PRESSE, *États-Unis: les immigrants mexicains rentrent chez eux*, [En ligne], 16 SEPTEMBRE 2012,

<http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201209/16/01-4574485-etats-unis-les-immigrants-mexicains-rentrent-chez-eux.php>,

(Page consultée le 29 décembre 2012).

⁶ PEW RESEARCH CENTRE, *Net Migration from Mexico Falls to Zero—and Perhaps Less*, Op.cit.

⁷ PEW RESEARCH CENTRE, *The Mexican-American Boom: Births Overtake Immigration*

[En ligne], 3 mai 2012, <http://www.pewhispanic.org/2011/07/14/the-mexican-american-boom-brbirths-overtake-immigration/>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

illégaux avait atteint près de 12 millions en 2007, mais a diminué depuis notamment à cause de la baisse d'immigrants en provenance du Mexique. En réalité, les Mexicains constituent les principaux migrants des États-Unis et 51% d'entre eux ont immigrés illégalement⁸. Le centre de recherche Pew hispanic affirme que les conjonctures économiques ne sont pas les seuls facteurs expliquant la forte immigration puisque d'autres facteurs, tels que les réseaux familiaux, jouent un rôle déterminant. En effet, ces réseaux permettent aux nouveaux arrivants d'avoir un endroit où rester et d'avoir des informations concernant les emplois. Ainsi, la combinaison des politiques économiques, migratoires de même que les réseaux sociaux régule les flux migratoires aux États-Unis⁹

Les nouveaux arrivants occupent souvent des emplois plus difficiles, plus dangereux ou moins bien rémunérés que les emplois occupés par la majorité des travailleurs nationaux. Qu'il s'agisse d'emplois saisonniers (agriculture, tourisme, construction) ou d'emplois dans le secteur des services (garderies, ménage), les immigrants occupent majoritairement des postes complémentaires aux postes occupés par les locaux¹⁰. De plus, près de 25% des travailleurs agricoles sont constitués d'immigrants illégaux¹¹. Toutefois, les migrants actuels ne sont plus les mêmes qu'autrefois, c'est-à-dire qu'il ne s'agit plus majoritairement de travailleurs non qualifiés. Le sociologue Douglas Massey a d'ailleurs observé que « plus le salaire de la personne est élevé plus les chances de partir vers les États-Unis augmentent. »¹² Ainsi, l'immigration mexicaine touche maintenant de nouveaux groupes de travailleurs qualifiés qui recherchent de meilleurs salaires et des taux d'intérêts plus bas pour leur permettre d'investir.

Historique des politiques d'immigration aux États-Unis

Face à cette nouvelle réalité, les politiques migratoires américaines sont passées de très permissives à très restrictives. Le programme Bracero dans les années 1940 ainsi que les nouvelles mesures proposées par l'administration Obama s'inscrivent dans une approche plutôt ouverte pour ce qui est de l'entrée d'immigrants aux États-Unis. Toutefois, l'opération «Wetback» dans les années 1950, l'«Immigration and Nationality Act» de 1965 ainsi que l'«Immigration Reform and Control Act» du président Reagan visaient davantage à restreindre l'entrée de nouveaux arrivants aux États-Unis, sans grands résultats il faut le dire.

Le programme Bracero¹³ durant la Deuxième Guerre mondiale s'inscrivait dans les politiques plus permissives puisqu'il visait à répondre à la demande de main d'œuvre dans les domaines de l'agriculture et de la construction des chemins de fer. Ce programme a permis l'embauche de cinq millions de Mexicains qui devaient retourner au Mexique à la fin de leur contrat. Les représailles comprises dans la loi concernant l'embauche de travailleurs illégaux étaient contournées avec le « Texas proviso ». Cette clause permettait à l'employeur d'engager qui il désirait, sans vérifier leur éligibilité au travail¹⁴. De cette manière, le gouvernement américain a longtemps omis d'agir de façon restrictive sur l'immigration illégale mexicaine puisque celle-ci assurait aux employeurs américains une main-d'œuvre abondante et bon marché. Le programme Bracero a duré plus de 22 ans, ce qui a facilité la création de réseaux sociaux de travailleurs qui s'installaient au pays¹⁵. C'est en ce sens que Aristide Zolberg souligne le fait que beaucoup d'entre eux se sont installés définitivement aux États-Unis, évitant ainsi l'incessant aller-retour.

Cette attitude d'ouverture envers l'arrivée de travailleurs du Sud changea toutefois en 1954 avec les mesures de l'opération «Wetback» demandée par Earl Warren, gouverneur de la Californie. Celui-ci affirmait que l'arrivée d'immigrants illégaux coûtait beaucoup à l'État et

⁸ PEW RESEARCH CENTRE, *Net Migration from Mexico Falls to Zero— and Perhaps Less*, Op. cit.

⁹ PEW RESEARCH CENTRE, *Rise, Peak and Decline: Trends in U.S. Immigration 1992 – 2004*, [En ligne], 2005,

<http://www.pewhispanic.org/2005/09/27/vi-mexico-u-s-migration-and-related-factors/>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

¹⁰ DAYTON-JOHNSON Jeff, XENOGLIANI Theodora, « Immigration, développement et arbitrages entre politiques », *Revue d'économie du développement*, vol 21, 2007, p.104.

¹¹ PEW RESEARCH CENTRE, *A nation of immigrants*, [En ligne], 29 janvier 2013, <http://www.pewhispanic.org/2013/01/29/a-nation-of-immigrants/>, (Page consultée le 8 avril 2013).

¹² LES CAHIERS ALHIM, *L'après Accord de Libre-échange Nord-Américain : Économie et immigration*, [En ligne], 2001, <http://alhim.revues.org/index615.html>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

¹³ Le terme espagnol Bracero désigne les travailleurs manuels.

¹⁴ LES CAHIERS ALHIM, *De Bush à Obama, la réforme bloquée du contrôle de l'immigration*, [En ligne], 27 janvier 2012, <http://alhim.revues.org/index4049.html>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

¹⁵ LES CAHIERS ALHIM, *De Bush à Obama, la réforme bloquée du contrôle de l'immigration*, [En ligne], 27 janvier 2012, <http://alhim.revues.org/index4049.html>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

qu'il fallait mieux contrôler le flux de personnes entrant au pays. Ainsi, on expulsa plus de 1,3 million de Mexicains ayant immigré de façon illégale en garantissant à leurs employeurs l'accès à des travailleurs légaux. Le programme Bracero prit fin en 1964 puisque les contrats de travail n'étaient pas respectés par les employeurs et étaient fortement dénoncés par les syndicats¹⁶.

En 1965, le gouvernement américain instaure l'« Immigration and Nationality Act » qui diminue de façon considérable le nombre d'entrées d'immigrants mexicains par des quotas. Cette mesure eut pour résultat d'augmenter les entrées illégales de travailleurs mexicains au pays. Pour contrer le phénomène, le président Reagan adopte en 1986 la politique « Immigration Reform and Control Act » (IRCA), qui demande aux employeurs de fournir un minimum d'information sur leurs travailleurs, sans quoi, des sanctions seraient imposées. Cependant, la Loi n'exigeait pas aux employeurs de vérifier la véracité des informations. Il en résulta une augmentation de la circulation de faux documents, permettant à des millions d'immigrants illégaux de légaliser leur présence au pays¹⁷.

Par conséquent, plusieurs critiques formulées à l'égard des politiques d'immigration mentionnent le fait qu'en fonction de la situation économique des États-Unis, les migrants seront considérés illégaux ou non¹⁸. Les politiques migratoires auront un impact sur le statut de l'individu, mais ne l'empêchera pas de circuler¹⁹.

Il faut dire que l'administration Obama propose une approche plus modérée en ce qui concerne le traitement du « problème ». En effet, le président Obama est partisan d'une politique pouvant aider les immigrants clandestins à obtenir leur citoyenneté américaine²⁰. Il a mis fin l'année dernière à un programme de l'administration Bush qui visait à accroître la surveillance de la frontière commune par l'installation de caméras et le prolongement du mur frontalier pour enrayer l'immigration clandestine.

Toutefois, à côté des approches sécuritaires et légales, on se doit de souligner les efforts conjoints entrepris sur le plan économique pour stabiliser les flux migratoires notamment par des mesures de régulation

économique tels que la création d'une zone franche et de l'ALENA.

Stabiliser les flux migratoires par la régulation économique

Étant une source de tension considérable entre les États-Unis et le Mexique, différentes politiques économiques ont ainsi été mises sur pied pour stabiliser les flux migratoires. Dès 1965, le gouvernement mexicain a mis sur pied un programme de production en zone franche ou s'installeront les fameuses maquiladoras, pour stimuler son activité économique et ainsi fixer les travailleurs mexicains au pays. Cependant, celles-ci se sont avérées insuffisantes pour endiguer le mouvement migratoire vers le nord. Par la suite, l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) devait lui aussi, par l'amélioration des conditions économiques des deux pays avoir un impact positif quant à la gestion commune des mouvements migratoires.

Les Maquiladoras

À la suite à l'abolition du programme américain Bracero, le gouvernement mexicain, pour pallier au problème de l'emploi (les travailleurs mexicains n'ayant plus accès aux contrats saisonniers aux États-Unis) a développé dès l'année suivante un programme visant à attirer des usines d'assemblages, surtout américaines, tout au long de la frontière américano-mexicaine. Ces usines, nommées « maquiladoras », pourront ainsi jouir de faibles coûts de main d'œuvre mais également d'une fiscalité minimale et d'une exemption de droits de douane sur les intrants et pièces importés à la condition que les produits finaux soient réexportés aux États-Unis²¹.

Le gouvernement mexicain espérait ainsi stabiliser les flux migratoires en offrant à ces citoyens ce qu'ils allaient chercher au nord, c'est-à-dire des emplois. Ce projet avait aussi pour but de développer le nord du Mexique qui faisait face à plusieurs difficultés sociales et économiques suite à la fermeture des frontières états-uniennes²².

Il faut cependant mentionner que ce système n'a pas permis au Mexique de faire des gains substantiels; les profits étant principalement faits du côté américain de la

¹⁶ Idem.

¹⁷ Idem.

¹⁸ Idem.

¹⁹ DAYTON-JOHNSON Jeff, XENOGIANI Theodora, Op.cit.

²⁰ LA PRESSE, *États-Unis: les immigrants mexicains rentrent chez eux*, [En ligne], 16 SEPTEMBRE 2012, <http://www.lapresse.ca/international/etats-unis/201209/16/01-4574485-etats-unis-les-immigrants-mexicains-rentrent-chez-eux.php>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

²¹ IRENEES, *Mexique – États-Unis : une relation ambivalente*, [En ligne], 2012, http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-915_fr.html, (Page consultée le 29 décembre 2012).

²² LES CAHIERS ALHIM, *De Bush à Obama, la réforme bloquée du contrôle de l'immigration*, Op.cit.

frontière. De plus, l'incapacité du gouvernement mexicain de soutenir cette industrie plaça celle-ci dans une relation de très forte dépendance envers les États-Unis; et cela, c'est sans compter la vulnérabilité du secteur aux conditions de marché aux États-Unis. La crise du peso est en ce sens très révélateur des limites du modèle. Si la dévaluation a insufflé un réel dynamisme au secteur de la réexportation, c'est aussi durant cette période que l'immigration vers les États-Unis atteindra des sommets, comme l'indique clairement le graphique ci-dessous.

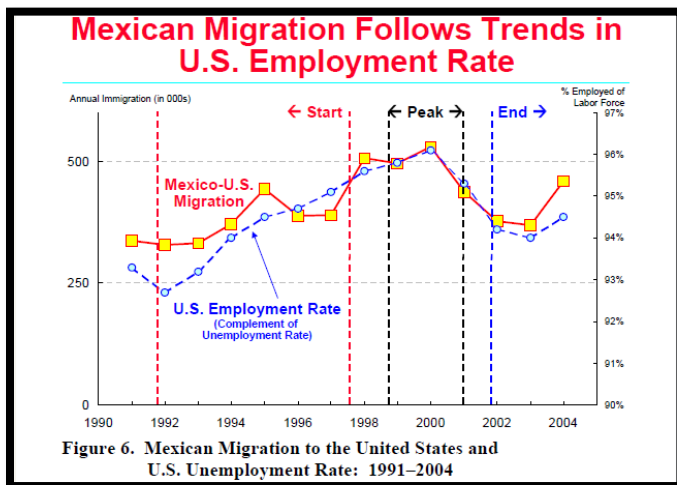


Figure 6. Mexican Migration to the United States and U.S. Unemployment Rate: 1991-2004

PEW RESEARCH CENTRE, *An Awakened Giant: The Hispanic Electorate is Likely to Double by 2030*, [En ligne], 2012, <http://www.pewhispanic.org/>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

L'ALENA

L'ALENA ou Accord de libre-échange nord-américain est entré en vigueur en janvier 1994, libéralisant à terme le commerce des biens et des services entre le Canada, les États-Unis et le Mexique²³. Même si l'ALENA ne comporte pas de mesures directes concernant les flux migratoires, cet accord visait la réduction de l'entrée des immigrants clandestins aux États-Unis.

Son effet véritable sur l'immigration réside dans les conséquences économiques et sociales, notamment sur le plan de l'augmentation du niveau de vie et de la création d'emplois au Mexique²⁴.

²³ AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA, *L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)*, [En ligne], 2012, <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/nafta-alena/index.aspx?lang=fra&view=d>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

²⁴ LES CAHIERS ALHIM, *De Bush à Obama, la réforme bloquée du contrôle de l'immigration*, Op.cit.

L'accroissement de la dépendance économique du Mexique par rapport aux États-Unis est une des conséquences de cette alliance. En effet, l'accord de libre-échange nord-américain a dénué le statut défiscalisé des «maquiladoras». De plus, l'objectif de l'ALENA de réduire les disparités salariales n'a pas été atteint. En effet, depuis les années 1990, le salaire moyen d'un mexicain représente toujours environ le sixième de ce qu'un Américain gagne en moyenne²⁵. Ainsi, l'intention des gouvernements d'éliminer les disparités économiques entre les deux pays n'a pas été atteinte et maintient les États-Unis dans une position attirante pour les travailleurs mexicains. Par ailleurs, l'ALENA ne contient aucune obligation de résultats ou de partage de la production, seule la capacité concurrentielle des firmes compte. Ainsi, la montée en puissance de l'Asie, pour ne pas dire de la Chine, représentera un réel défi²⁶. Les investissements américains autrefois placés au Mexique se tournent de plus en plus vers la Chine, réduisant ainsi le taux d'embauche de 17% dans les secteurs de l'exportation au Mexique²⁷. C'est en ce sens qu'une offre insuffisante d'emplois en territoire mexicain n'a pu dissuader les travailleurs de migrer vers le nord.

Toutefois, il faut dire que le gouvernement mexicain s'accommode assez bien de cette émigration massive. D'un côté, les nombreuses familles vivant au nord envoient de l'argent à leur famille restée au pays. De cette manière, ces transferts de fonds (Remesas) au Mexique ont un impact positif puisqu'ils encouragent la consommation et l'investissement dans le pays²⁸. Ces «migradollars», représentent environ 25 milliards de dollars en 2008, soit la troisième source de revenus nationaux, ce qui est loin d'être négligeable²⁹. Il s'agit d'une des principales raisons pour laquelle le gouvernement mexicain ne s'est jamais vraiment interposé pour stopper le passage frontalier de sa population vers le nord. De plus, lorsque les travailleurs «peu qualifiés» quittent pour les États-Unis, ils laissent la place à d'autres qui, restés au pays, trouvent plus facilement un emploi³⁰. D'un autre côté, le gouvernement

²⁵ IDÉES D'AMÉRIQUE, *NAFTA's Developmental Impact on Mexico: Assessment and prospects*, [En ligne], 2011, <http://ideas.revues.org/71>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

²⁶ SALVATORE, Dominick, *Économie internationale*, Belgique, De Boeck Supérieur, 2008; ARÈS, Mathieu «Du triomphe à l'inquiétude. L'industrie maquila dans la tourmente», in Michèle RIOUX (sous la dir.) *Globalisation et pouvoir des entreprises*, Athéna Éditions, Montréal, 2005, pp.215-234.

²⁷ IDÉES D'AMÉRIQUE, *NAFTA's Developmental Impact on Mexico: Assessment and prospects*, Op.cit.

²⁸ DAYTON-JOHNSON Jeff, XENOGLIANI Theodora, Op.cit.

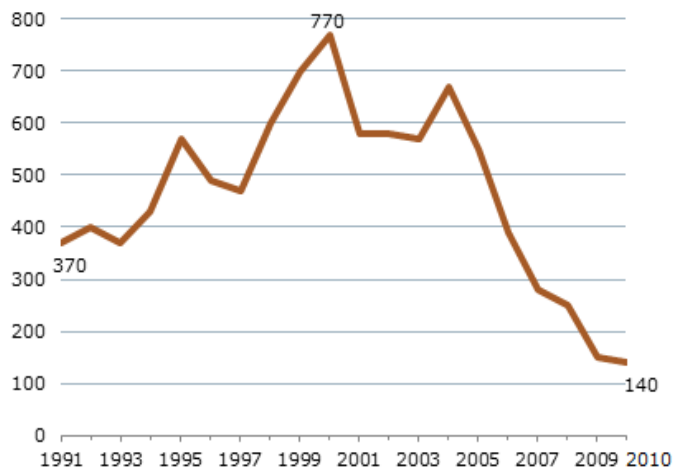
²⁹ http://www.cerium.ca/IMG/pdf/CEMC_-_Impacts_de_la_crise_economique_au_Mexique.pdf

³⁰ DAYTON-JOHNSON Jeff, XENOGLIANI Theodora, Op.cit.

ne peut que se réjouir du poids politique grandissant que représente la communauté mexicaine aux États-Unis.

La fuite de travailleurs mexicains vers le nord comporte cependant certains points négatifs au Mexique. Ce phénomène qualifié de « fuite des cerveaux », crée des pénuries dans certains domaines, tels que dans les secteurs des services sociaux, là où les besoins sont les plus criants³¹. De plus, la crise de la dette, accompagnée d'une dévaluation du peso a placé le gouvernement mexicain dans une situation précaire, incitant du même coup plus de Mexicains à s'installer aux États-Unis. Comme le témoigne ce graphique, l'immigration du Mexique vers les États-Unis a atteint un sommet important en 2005.

Annual Immigration from Mexico to the U.S.: 1991-2010
(in thousands)



PEW RESEARCH CENTRE, Net Migration from Mexico Falls to Zero—and Perhaps Less, [En ligne], 14 juillet 2012, <http://www.pewhispanic.org/2012/04/23/net-migration-from-mexico-falls-to-zero-and-perhaps-less/>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

Selon Goerge Borjas, économiste américain, l'arrivée d'immigrants aux États-Unis a eu un fort impact négatif sur l'économie puisque ceux-ci ont augmenté la proportion de chômeurs et ont fait baisser les salaires. Il affirme que si les immigrants n'ont pas les compétences requises pour répondre aux demandes des employeurs, ces derniers deviennent un poids pour la société américaine puisqu'ils ont ainsi besoin davantage d'aide publique³². De plus, il estime que les flux importants

d'ouvriers étrangers provenant du Mexique créent une concurrence féroce avec les ouvriers nationaux³³.

Cette position ne fait toutefois pas l'unanimité puisque David Card, un économiste du travail, affirme que l'impact négatif de l'immigration sur l'économie américaine a été très faible³⁴. Il prend par exemple les villes de New York, Los Angeles et Chicago, les villes les plus dynamiques économiquement des États-Unis, et explique que leurs bonnes conditions économiques sont attribuables au haut pourcentage d'immigrants dans ces villes³⁵.

Bref, il est pertinent de se questionner sur les facteurs qui expliquent le revirement de situation concernant l'immigration vers le Nord. Le centre de recherche Pew Hispanic émet l'hypothèse qu'il s'agit peut-être des résultats du développement au Mexique. De plus, le déclin des offres de travail aux États-Unis peut avoir joué un rôle important dans le retour des Mexicains dans leur pays d'origine en raison du marasme économique qui sévit depuis 2008³⁶. Il peut également s'expliquer par les attentats du 11 septembre 2001, un certain traumatisme ayant placé les immigrants dans une posture de menace à la sécurité nationale des États-Unis³⁷. Ainsi, le gouvernement a sécurisé ses frontières avec l'ajout de patrouilles censées stopper les immigrants illégaux. La combinaison de ces différents éléments peut expliquer le renversement des flux migratoires.

En conclusion, il est ardu pour les gouvernements de mettre en place des politiques économiques ou sociales pour contrôler les flux migratoires d'un pays à l'autre. D'une part, le poids politique grandissant de la communauté hispanique aux États-Unis a un fort impact sur les gouvernements quant à leur approche du traitement des politiques d'immigrations. Selon le Washington Post, le parti républicain « [...] ne peut se permettre de perdre 7 voix sur 10 dans la communauté hispanique et espérer avoir une chance en 2016, 2020 et au-delà [...] le Texas et l'Arizona, deux grands États

³³ Idem.

³⁴ DAYTON-JOHNSON Jeff, XENOGIANI Theodora, Op.cit...

³⁵ CENTRE DOR RESEARCH AND ANALYSIS OF MIGRATION, *How Immigration Affects U.S. Cities*, [En ligne], 2007, <http://davidcard.berkeley.edu/papers/immig-affect-us.pdf>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

³⁶ PEW RESEARCH CENTRE, *The Mexican-American Boom: Births Overtake Immigration*, Op.cit.

³⁷ ILCEA, *L'impact des attentats du 11 septembre 2001 sur le discours relatif aux immigrants dans la presse canadienne et australienne*, [En ligne], 2009, <http://ilcea.revues.org/index76.html>, (Page consultée le 29 décembre 2012).

³¹ Idem.

³² INTERNATIONAL MONETARY FUND, *The Impact of Immigration on the Labor Market*, January 2006, Poland, p.5

républicains du Sud seront devenus des «swings states», sous l'impulsion de leur communauté latino»³⁸. D'autre part, les politiques migratoires peuvent changer le statut des immigrants, mais les individus sont difficiles à contrôler et ainsi leur entrée aux États-Unis, malgré les patrouilles et les différentes clauses pour tenter de les réguler, n'empêchent pas leur entrée au pays. La situation économique mexicaine et américaine influent sur le choix des immigrants mexicains quand vient le temps de décider de leur avenir professionnel. Il faut aussi mentionner le fait que différentes études portant sur l'impact de l'immigration sont parfois contradictoires et viennent compliquer la compréhension du phénomène. Ainsi, il importe d'avoir une vision plus large quand vient le temps d'écouter les différents discours politiques concernant les politiques migratoires. L'attitude américaine envers l'immigration change en fonction des divers événements à caractère politique (attentats du 11 septembre 2001) et à caractère économique (crise économique, opportunités en Asie, etc.). Ainsi, il est indéniable que lors des prochaines élections, les partis politiques américains devront trouver un compromis entre les nouvelles réalités démographiques qui touchent le pays ainsi que les événements à caractère économique s'ils désirent gagner la maison blanche et conserver de bonnes relations diplomatiques avec le Mexique.

³⁸FRANCE TV INFO, *Cinq analyses pour comprendre la réélection d'Obama*, [En ligne], 7 janvier 2012, http://www.francetvinfo.fr/cinq-analyses-pour-comprendre-la-reelection-d-obama_166129.html (Page consultée le 29 décembre 2012).

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Laurie Morelli-Valiquette, Chercheur en formation.

Étudiante à l'école de politique appliquée, Université de
Sherbrooke

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).